



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/734
15 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 139 de l'ordre du jour

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. Saeid MIRZAEI-YENGEJEH
(République islamique d'Iran)

I. INTRODUCTION

1. La question intitulée "Règlement pacifique des différends entre Etats" a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, conformément au paragraphe 5 de la résolution 44/31 de l'Assemblée du 4 décembre 1989.
2. A sa 3e séance plénière, le 21 septembre 1990, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire la question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. Pour l'examen de cette question, la Sixième Commission était saisie de la section IV du rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation 1/, ainsi que du rapport présenté par le Secrétaire général (A/45/426 et Add.1), conformément au paragraphe 4 de la résolution 43/163.
4. La Sixième Commission était également saisie des documents ci-après :
 - a) Lettre datée du 12 décembre 1989, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/56-S/21021);

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 33 (A/45/33).

b) Lettre datée du 18 décembre 1989, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/62);

c) Lettres datées des 29 décembre 1989 et 8 mars et 12 juin 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Oman auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/73-S/21065, A/45/160-S/21182; A/45/310-S/21355);

d) Lettres datées des 15 janvier, 28 mars, 13 juillet et 19 septembre 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Pakistan (A/45/79-S/21080; A/45/184-S/21216. A/45/346-S/21395; A/45/527-S/21801);

e) Lettres datées des 19 janvier et 7 février 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Albanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/88; A/45/111-S/21132);

f) Lettre datée du 14 février 1990, adressée au Secrétaire général par les représentants de la République démocratique populaire lao et du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/124-S/21146);

g) Lettres datées du 23 février 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/139-S/21163; A/45/140-S/21164);

h) Lettre datée du 7 mars 1990, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Thaïlande et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/164-S/21187);

i) Lettres datées des 12 mars, 4 avril, 21 juin, 2 août et 9 octobre 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/165-S/21189 et Corr.1; A/45/210-S/21228; A/45/318-S/21370; A/45/378; A/45/600-S/21857);

j) Lettres datées des 23 mars et 13 août 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/178; A/45/412-S/21515);

k) Lettres datées des 2, 6, 12 et 22 août et des 7 et 19 septembre 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant ou Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/368-S/21426; A/45/383-S/21444; A/45/409-S/21502; A/45/433-S/21590; A/45/484-S/21721; A/45/522-S/21795);

l) Lettre datée du 22 août 1990, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/439-S/21603);

m) Lettres datées des 29 août et 7 septembre 1990, adressées au Secrétaire général par le Représentant permanent ou Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/467-S/21673; A/45/485-S/21722);

n) Lettre datée du 8 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par les Ministres des affaires étrangères de la Hongrie et de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/45/597);

o) Lettre datée du 3 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique (A/45/598-S/21854);

p) Lettre datée du 19 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de la Pologne et de la République socialiste soviétique d'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/657).

5. La Sixième Commission a examiné la question à ses 10e à 17e et 34e séances, tenues du 5 au 17 octobre et le 8 novembre 1990. Les points de vues exprimés par les représentants qui sont intervenus sur ce point sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/45/SR.10 à 17 et 34).

II. EXAMEN DU PROJET DE DECISION A/C.6/45/L.7

6. A la 34e séance, le 8 novembre 1990, son Président a présenté à la Commission le projet de décision A/C.6/45/L.7 intitulé "Règlement pacifique des différends entre Etats" qu'il avait préparé à son intention.

7. La Sixième Commission a adopté le projet séance tenante (voir par. 8) sans le mettre aux voix.

III. RECOMMANDATION DE LA SIXIEME COMMISSION

8. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter la décision suivante :

Règlement pacifique des différends entre Etats

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Règlement pacifique des différends entre Etats",

Prenant note du rapport du Secrétaire général sur la question 2/,

Décide que la question du règlement pacifique des différends entre Etats sera examinée dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour le droit international et au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation, selon qu'il conviendra.
